

# Le pari de Manuel Valls



**KHALID  
ADNANE**  
ANALYSE

Collaboration spéciale

Dans un entretien paru en juin dernier dans *La Provence*, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur de la France, déclarait posément : « Si demain on me proposait d'autres responsabilités, je les assumerais, bien évidemment. J'ai toujours pensé que j'avais la capacité d'assumer les plus hautes responsabilités de mon pays. » Aujourd'hui, il prend la place de Jean-Marc Ayraut à titre de premier ministre de l'Hexagone. Mais le nouveau résident de Matignon est un homme politique ambitieux qui n'y voit probablement qu'une étape devant le mener plus tard vers le but ultime, soit la présidence de la République.

## Un personnage ambitieux

D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que le président François Hollande, voyant en lui un rival sérieux, a longtemps hésité avant sa nomination. Déjà l'automne dernier, devant la grogne populaire à laquelle faisait face le gouvernement Ayraut, Hollande avait jonglé avec l'idée d'un remaniement pour finalement y renoncer. Mais devant la débâcle socialiste aux élections municipales de mars dernier, cette option devenait incontournable, tout comme le devenait la nomination de

Valls au poste de premier ministre.

En effet, Valls était devenu le chouchou des Français, cumulant les hauts taux de popularité semaine après semaine, au contraire du président Hollande qui pâtissait dans les sondages.

Se présentant comme un politicien de gauche modéré, il croit fermement à l'ordre et à l'autorité. Ses thèmes favoris renvoient à l'immigration, à l'identité et à la sécurité. L'épisode sur les Roms ou encore celui sur l'interdiction des spectacles du controversé humoriste Dieudonné sont des exemples significatifs à cet égard. À ceux qui critiquent ses actions en cette matière, notamment ses camarades de la gauche, il répond que « la sécurité n'est ni de droite ni de gauche. C'est une valeur de la République. »

## Un mandat complexe

Cela dit, maintenant qu'il est bien installé à la direction du gouvernement, la tâche qui l'attend est loin d'être facile : il a besoin de résultats rapides bien plus que de coups d'éclat, car les défis sont énormes et les arbitrages risquent d'être douloureux. En effet, la situation économique de la France demeure encore précaire et ne lui laisse que très peu de marge de manœuvre. La croissance est assez faible, à peine 1 % du PIB, et le taux de chômage relativement élevé, avoisinant la dizaine de pour cent.

Mais c'est sur le plan des finances publiques que la situation se corse le plus pour



AGENCE FRANCE-PRESSE

**Manuel Valls est devenu le chouchou des Français, cumulant les hauts taux de popularité semaine après semaine, au contraire du président Hollande qui pâtissait dans les sondages.**

lui. Le déficit budgétaire ciblé à 3,9 % du PIB pour 2013 est finalement de 4,3 %, ce qui fait grincer des dents du côté de la Commission européenne et de l'Allemagne bien évidemment. Celle-ci ne voit pas comment le pays réussira à tenir sa promesse de ramener le déficit en dessous de la fameuse cible de 3 % du PIB pour 2015, lui qui a déjà bénéficié d'un délai supplémentaire de deux ans.

D'ailleurs, la France devra présenter sa feuille de route à Bruxelles mardi prochain et, en attendant ce rendez-vous, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble,

campe sèchement la position de son pays sur ce dossier en rappelant que « la France connaît ses obligations ».

## Un pari risqué

En ce sens, Valls est conscient de l'ampleur de la tâche qui lui incombe. Cette semaine, il a promis de dire « la vérité sur la situation d'urgence de [son] pays et sur les solutions qu'il faut y apporter. » Il reste maintenant à savoir si la population acceptera les sacrifices qu'il exigera dans le cadre de ce plan de match envisagé afin de sortir le pays de sa torpeur.

S'il gagne ce pari, ça sera pour lui un tremplin extraordinaire qui le propulsera très favorablement vers la présidentielle de 2017 contre le président actuel, François Hollande. S'il échoue par contre, cela entachera son parcours politique et risque même de signaler la fin de son ascension vers la présidence de la République.

Parions que c'est un scénario que Valls n'envisage incontestablement pas et qu'il tentera d'éviter à tout prix.

*Khalid Adnane est économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke*

## TOUR DE GLOBE

### Bell connaît le tabac

Aurait-on accepté, il y a 25 ans, que le gouvernement du Canada demande à la compagnie McDonald Tobacco de consulter les Canadiens pour savoir s'ils désiraient fumer partout et autant qu'ils le voulaient? C'est pourtant ce que le gouvernement canadien fait maintenant en demandant à la compagnie Bell de consulter les citoyens sur l'opportunité et l'emplacement de ses tours de télécommunication.

On aura compris que le conflit d'intérêts crève les yeux. C'est la raison pour laquelle le gouvernement québécois a créé des organismes de consultation indépendants comme le BAPE. Ce conflit d'intérêts révèle un ensemble de travers qui rendent illégitime le processus de consultation mené par Bell auprès des citoyens de plusieurs municipalités des Cantons-de-l'Est comme Bolton Est.

D'abord un déni politique. Bell est tenu de consulter les municipalités, mais pas tenu

de respecter leurs lois et règlements. Les citoyens respectueux des lois comprennent mal que ce ne soit pas le cas des grandes compagnies. Tous sont égaux devant la loi. Les grandes compagnies, elles, ne sont pas devant, mais à côté de la loi.

Au déni politique s'ajoute le déni démocratique. Bell, en toute science et puissance, décide de la pertinence des questions et des commentaires. Bell décide donc des questions auxquelles répondre et de celles auxquelles il ne faut surtout pas répondre. Quand elle daigne répondre, la compagnie Bell répond ou bien par une formulation sibylline formatée ou bien en lançant la rondelle dans les labyrinthes réglementaires d'autres juridictions fédérales balkanisées.

Aux dénis politique et démocratique s'ajoute le déni scientifique. On se rappelle que les cigarettiers brandissaient à l'époque quantité de recherches commanditées qui concluaient

que le tabac ne pouvait pas être associé au cancer du poumon! Bell affirme maintenant qu'aucune étude scientifique ne permet de conclure à un effet des ondes sur la santé alors qu'un millier d'études indépendantes concluent le contraire et que plusieurs pays ont déjà légiféré sur cette base.

## Déni comptable

Il y a aussi déni comptable. Bien sûr, des technologies alternatives existent déjà, mais Bell affirme qu'elles coûtent plus cher, ce qui est évident si on ne comptabilise que les coûts de Bell. Mais c'est le contraire si on prend en compte l'ensemble des coûts afférents autant directs qu'indirects : coûts sanitaires, coûts sociaux, coûts environnementaux, coûts patrimoniaux, coûts territoriaux et autres. Les tours coûtent plus cher que les technologies alternatives comme le tabac coûte beaucoup plus cher à la société que le paquet de cigarettes.

On se rappelle aussi que

pendant que les cigarettiers prônaient l'innocuité du tabac, ils l'épiçaient de produits destinés à accélérer la dépendance des fumeurs. Bell fait de même en prétendant que la couverture actuelle n'est pas suffisante et en n'informant pas les citoyens que, dans la grande majorité des cas, ce n'est pas la couverture qui est en cause, mais l'appareil cellulaire du citoyen insatisfait de la couverture! Nous avons pu le vérifier en arpentant les lieux et les rangs avec un appareil adéquat.

Il faut dire aussi que, comme les fumeurs qui voulaient fumer partout, nous voulons téléphoner partout. Les accrocs se jettent sur leur cellulaire au resto, en sortant de l'avion, du cinéma ou de leurs cours à l'école, au CÉGEP ou à l'université et ils parlent habituellement aussi fort dans leur portable que les fumeurs tiraient sur leur clou de cerucel. Il faudra encore combien de temps avant que ceux qui croient encore à la valeur du contact direct et du civisme en

aient ras-le-bol de la pollution sonore et des « ondes secondaires » dont ils aspergent leurs voisins de table, de corridor ou de bureau.

Bolton Est, comme d'autres municipalités réunies en coalition, refuse de reconnaître la légitimité du processus de consultation mené par Bell et demande un moratoire sur l'implantation des tours jusqu'à ce qu'Industrie Canada révise ce processus pour faire une meilleure place à la diversité citoyenne, aux autorités municipales et qu'il soit autre chose que de la frime. Elles refusent aussi ces vieilles technologies destructrices. Aux accrocs du téléphone partout/toujours, elles recommandent d'acheter tout de suite un appareil récent. Aux fatalistes du progrès et de la technologie, elles rappellent que des alternatives existent déjà, comme la cigarette électronique....

**Robert Poupart**  
Bolton-Est